



ELSEVIER

ÉDITORIAL

Rio + 11 !

Il y eut Rio, en 1992, prise de conscience mondiale des enjeux environnementaux : faute d'attention, nous détruirons la planète avant même d'avoir fini de l'occuper ! Il y eut Johannesburg, l'an dernier, mise à l'agenda de la question de l'équité sociale à travers les interpellations sur la pauvreté : la question environnementale et les nouvelles raretés qu'elle exprime, ou qu'elle demande d'instituer, en sont affectées. Inscrit jusqu'alors dans des catégories descriptives ou analytiques, le développement durable entre dans un registre plus normatif.

Si quelques chercheurs ont assisté au sommet de Rio et ont perçu à quel point il renouvelait le rapport entre la politique et la recherche, la majorité s'est peu intéressée à l'événement lui-même ; toutefois, nombreux sont ceux qui y ont puisé des sources de légitimité à leur travail. À Johannesburg, la science est apparue comme l'une des clés du développement durable dans toutes les enceintes, gouvernementales ou non : pour caractériser les problèmes, pour leur trouver des solutions dans un univers controversé, parfois de manière caricaturale, comme ce fut le cas à propos de la biodiversité et des biotechnologies.

La notion de « transfert de technologie » y a été critiquée - justement - au profit du renforcement des capacités locales d'innovation... avec, parfois, un discours hostile à l'encontre de la science et des technologies occidentales, aveugles et sourdes à la valorisation des « savoirs et savoir-faire traditionnels ». Sans doute, n'avons-nous pas su développer des recherches participatives avec des acteurs non scientifiques, ceux qui sont justement en situation d'œuvrer en faveur du développement durable sur le terrain. Ni reconnaître la nécessité de nous ouvrir aux interactions entre diverses formes de connaissance, scientifiques et profanes, explicites et tacites. Ni définir des modalités et des critères d'évaluation qui soient pertinents pour des recherches qui portent sur l'action en train de se faire.

Tout cela n'appelle-t-il pas les chercheurs à renouveler leurs questions, à revoir leurs objets et à reconsidérer leurs pratiques professionnelles ? Mar-

cel Jollivet analyse ces questions dans la rubrique « Actualités de la recherche » à propos de quatre ouvrages publiés à l'occasion de Johannesburg.

La démarche technique est marquée d'entrée de jeu par une finalité forte, le plus souvent unique, en fonction d'un résultat attendu. En agriculture, par exemple, les techniques de production ont ainsi visé la maximisation des produits obtenus, et c'est tout à la gloire de la recherche agronomique que d'y avoir contribué de manière significative, largement appuyée par l'action publique, l'alliance avec la profession et la mise en place d'un système de formation dédié. Toutefois, cette attitude a réduit l'espace de conception des objets techniques à certains protagonistes, les plus à même de contribuer à l'identification des problèmes, à la sélection des solutions et à la mise en œuvre des actions.

La mise à l'agenda, national et international, de nouveaux objectifs du développement durable, comme le respect de l'environnement et l'équité sociale ou la prise en compte de décisions prises unilatéralement par le Nord, conduit à revoir fortement cet espace d'action et les réseaux socio-techniques au sein desquelles les collaborations passées se sont établies. Si nous en doutions encore, il n'y a qu'à voir les tentatives de déssectorialisation des politiques publiques qui cherchent désormais à traiter, simultanément ou de manière convergente, de production agricole, de qualité et de sécurité sanitaire des aliments, de protection de l'environnement, de conservation de la biodiversité, d'emploi rural, de grands et de moyens équipements, d'organisation des collectivités locales, de façon à mieux relier villes et campagnes...

La recherche doit s'attacher à aborder scientifiquement cette complexité. Dans un contexte d'instabilité, l'espace des techniques doit être revu, le partenariat avec lequel il se tisse s'élargir aux acteurs qui portent ces nouveaux enjeux et devenir ainsi plus exploratoire que résolutif. Il s'agit, pour cet espace « technique » naissant, de prendre en compte les risques divers induits par toute innovation, technologiques autant qu'économiques et so-

ciaux, empreints de concurrence, parfois violente, et d'exclusion. Il nous faut élargir nos réseaux, en nous ouvrant aux enjeux qui permettent l'émergence des questions pertinentes et la construction des objets techniques appropriés. Ce ne sont pas seulement là des couches supplémentaires à superposer, comme l'environnement, la qualité des produits, l'espace qui devient territoire. C'est par un nouvel engagement de la recherche dans des dispositifs d'action collective que nous pourrions stabiliser, pour un temps au moins, les configurations dans lesquelles travailler en confiance.

Derrière l'apparent échec de Johannesburg et les suites qui lui sont données au niveau politique, se profile une remise en cause, difficile et conflictuelle, des systèmes de valeur dans lesquels nous sommes engagés. C'est peut-être cela le « développement durable » ! Sans que ce soit forcément harmonieux ni même conscient. Relier la biodiversité à la pauvreté ne va pas de soi, il est plus confortable de la référer au fonctionnement des écosystèmes (ainsi que l'ont posée les pays occidentaux) ; mais il nous faut justement aller voir quelles sont les valeurs et les engagements qui génèrent des positions aussi surprenantes que celles des pays en développement. Analysons ensemble ce qui est en jeu et en quoi de nouveaux moments politiques sont susceptibles de créer les ruptures indispensables pour arracher certaines sociétés de leur état actuel. Comment accompagner les hésitations et les bifurcations qui ne manqueront pas dans des trajectoires qui ne sauraient être linéaires ?

Ce qui est intéressant et qui nous interpelle particulièrement en tant que chercheurs, c'est que ce sont les valeurs et les cadres normatifs qui

évoluent, sans que, pour l'instant, les domaines théoriques qui les sous-tendent aient été revus. Nous avons besoin de créer ces nouvelles références théoriques pour définir les problèmes de manière pertinente, afin de convenir des actions à entreprendre et de renouveler les pratiques des uns et des autres. Les cadres normatifs suivront ce mouvement, puisqu'ils s'appuient effectivement sur les connaissances scientifiques pour acquérir leur solidité et générer les engagements et les identités renouvelées compte tenu de cette évolution des valeurs. Cela ne pourra pas se réaliser sans un réel renforcement des capacités de recherche et d'expertise de nos collègues du Sud avec lesquels nous devons renforcer nos liens, améliorer nos écoutes réciproques et nous engager dans des collaborations effectives.

Voilà qui met bien les relations entre *Natures Sciences Sociétés* au cœur de l'interrogation de la recherche par les dynamiques politiques ! Comment ne pas sentir notre revue engagée dans de tels enjeux et pourquoi ne pas voir se développer des échanges et des débats dans nos rubriques, émanant des chercheurs comme des autres acteurs impliqués. N'avons-nous pas accumulé des réflexions et des résultats sur ces nouvelles questions, sur les objets à construire pour y répondre et sur les pratiques de recherche adaptées à leur traitement ? À vous, lecteurs, de vous engager dans ce dialogue, en faisant partie des auteurs de *NSS* !

Bernard Hubert

INRA, 147, rue de l'Université,
75338 Paris cedex 07, France

Adresse e-mail : hubert@avignon.inra.fr

Available online at www.sciencedirect.com

SCIENCE @ DIRECT®